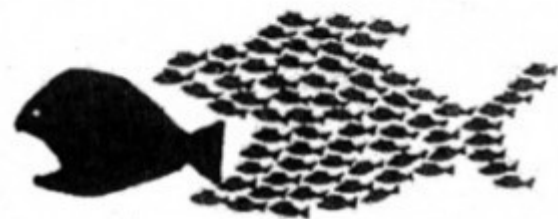
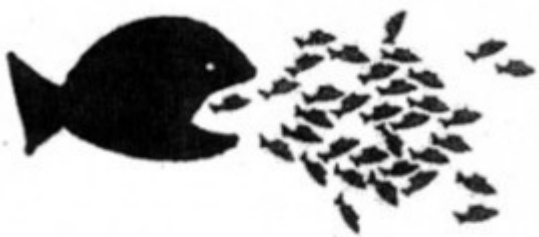


jeudi 18 février 2021

## Dotation Horreur Globale

### Vers une logique comptable toujours plus décomplexée



Le gouvernement actuel a repris totalement à son compte la politique consistant à supprimer des postes pour les remplacer en Heures Supplémentaires Annuelles (HSA). L'idée ensuite est de les supprimer progressivement en augmentant le seuil du nombre d'élèves dans les classes pour réaliser des économies salariales. Pourtant, le gouvernement macronien « d'en même temps » va même encore plus loin . Pour la rentrée 2021, 1800 postes sont ainsi supprimés dans le 2nd degré. Pour absorber les HSA , le gouvernement a depuis la

rentrée 2019 recours à un expédient que même le gouvernement Sarkozy n'avait pas mis en place : l'obligation d'accepter une deuxième heure supplémentaire.

C'est une logique budgétaire très claire dans la mesure où ces HSA sont moins payées à partir du 5ème échelon et permettent tranquillement de transformer le statut des enseignant-es. Le-la chef-fe d'établissement peut les imposer, la tendance serait alors, de fait, de penser qu'elles font en réalité partie du temps de service. rappelons quand même que le montant de sa pension de retraite est défini par son échelon des 6 derniers mois, les primes et HSA ne comptent pas pour l'instant.

Il faut donc s'y opposer. Lorsqu'une équipe disciplinaire refuse collectivement un nombre suffisant d'heures supplémentaires, le volant d'HSA peut devenir un BMP. Dans ce cas, cela signifie un-e adulte en plus dans le collège ou le lycée, un-e collègue de plus avec qui mener des projets et des actions.

Depuis la crise sanitaire, SUD éducation et l'intersyndicale nationale ne cesse de demander l'emploi en nombre de personnel pour encadrer les élèves. Non seulement, Jean-Michel Blanquer n'en tient pas compte mais il supprime des postes.

La réponse ne peut être que collective et en nombre. Il faut faire connaître la situation et dénoncer cette politique auprès des collègues et des parents d'abord mais il faut aussi alerter la presse cet état de fait et ce mépris que le gouvernement ne cesse d'opposer aux réalités de terrain que vivent tous les jours les élèves et leurs enseignant-es.

SUD éducation 49 encourage les personnels à se réunir en HMI, en AG pour décider de la réponse forte à opposer à cette logique managériale.

Voter contre la répartition de la DHG en CA, écrire des motions, demander une audience auprès du DASEN constitue le début d'un rapport de force qu'il faudra étendre à un nombre plus important pour imposer nos choix pédagogiques.

**L'école n'est pas une entreprise, l'éducation n'est pas une marchandise !**

**Répression, répression...**

## **Non à la répression pédagogique, soutien à Hélène Careil par l'ICEM49**



Nous, enseignant-es, praticien-es de la pédagogie Freinet dans nos classes, militons pour une école publique, émancipatrice et porteuse de sens pour les élèves qui nous sont confié-es.

A ce titre nous apportons notre soutien à notre collègue de l'école Marie Curie de Bobigny (93), Hélène Careil, injustement soumise à des pressions hiérarchiques qui se transforment aujourd'hui en une sanction déguisée.

Car le fond du problème est bien là. Il s'agit de sanctionner une enseignante en raison de ses engagements pédagogique et syndical.

En décidant de muter une collègue fortement impliquée dans la vie de sa classe et de l'école au

service des élèves et de leurs familles, il s'agit surtout de mettre fin à des pratiques pédagogiques. Par là même, il s'agit de mettre au pas les collègues qui souhaiteraient suivre ce chemin. Cela nous ne l'acceptons pas.

Dans l'intérêt du service, nous réaffirmons notre attachement viscéral à la liberté pédagogique. Dans l'intérêt du service, nous continuerons, aux côtés d'Hélène, à concevoir nos propres outils pédagogiques. Dans l'intérêt du service nous continuerons à mettre en place des fonctionnements coopératifs dans nos classes et nos écoles. Dans l'intérêt du service, nous ne nous soumettrons pas à l'arbitraire des petit-es chef-fes, quitte à désobéir en conscience aux consignes ministérielles quand elles nuisent à nos élèves.

C'est pourquoi, attaché-es aux valeurs de coopération, d'émancipation et de justice sociale, nous apportons un soutien sans faille à Hélène Careil.

Le Groupe Départemental du Maine-et-Loire

## Socialo-comunisssssss

# Vidal porte atteinte à la liberté de recherche des universitaires : un tel obscurantisme est inadmissible, la ministre Vidal doit partir !



Dimanche 14 février, sur un plateau télé de CNEWS (chaîne sur laquelle un animateur a par ailleurs été condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale) la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, interrogée par Jean-Pierre Elkabbach à propos de l'article « Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités » du Figaro (12/02) déclarait : « Moi je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et

que l'université n'est pas imperméable, [elle] fait partie de la société ». Elle a annoncé par la suite devant la représentation nationale qu'elle allait demander « notamment au CNRS » de faire une enquête sur « l'ensemble des courants de recherche » à propos de « l'islamo-gauchisme » à l'université, « de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ».

### **Un gouvernement qui souhaite museler les universitaires ?**

Alors que les universités sont encore largement fermées, les étudiant-e-s dans une précarité sociale, une détresse psychologique et une incertitude pédagogique sans précédent, que l'ensemble de la communauté universitaire tient à bout de bras un enseignement supérieur et une recherche que le ministère vient d'affaiblir, précariser et libéraliser encore plus via la LPR rejetée massivement, la ministre tente un contre-feu digne de son collègue de l'Éducation nationale. Que la ministre reprenne les termes de l'extrême-droite à travers sa dénonciation du mythe, du fantasme de « l'islamo-gauchisme » marque une fois de plus la volonté du gouvernement de mise au pas de l'Université, de ses enseignant-e-s chercheurs-euses et de son personnel en général. Nous avons déjà connu ces derniers mois une volonté de restriction des libertés académiques, de la recherche, de criminalisation des mobilisations universitaires de la part de ce gouvernement. Cette fois-ci, toutes les limites sont franchies. En demandant au CNRS (et donc ses agent-e-s) à travers l'Alliance Athéna de mener des enquêtes sur des « courants de recherche », la ministre piétine les fondements même de la recherche publique. Mme Vidal veut-elle instituer une police de la pensée ? Interdire certaines thématiques de recherche (telles les études postcoloniales ou décoloniales, les travaux portant sur les discriminations raciales, etc.) comme c'est le cas dans certaines universités en Hongrie, Brésil ou Roumanie ?

### **Une offensive répressive et autoritaire tout azimut**

Derrière ces propos, il y a plus que le « gauchisme », la stigmatisation de l'Islam et de ses pratiquant-e-s, ou supposé-e-s comme tel-les. Ce n'est pas

un hasard si la ministre professe ces attaques quelques jours seulement après le « débat » entre Darmanin et Le Pen dans lequel le gouvernement a montré toute sa dimension réactionnaire, ou à quelques heures du vote de la loi « séparatisme » stigmatisante et discriminatoire.

La rhétorique est classique dans cette période de crise sanitaire, économique et sociale : masquer les responsabilités de l'État et du ministère dans la situation dramatique dans laquelle se trouve l'Université et la recherche aujourd'hui et allumer des contre-feux.

À travers les lois « séparatisme » et « sécurité globale », le gouvernement s'attaque frontalement à nos libertés fondamentales ; à travers les propos de la ministre, il menace aujourd'hui les libertés académiques et la possibilité d'un enseignement et d'une recherche critiques.

### **Pour SUD Éducation et SUD Recherche EPST :**

Tout gouvernement qui se prétend démocratique doit accepter les critiques nées de l'analyse scientifique de ses actions. S'attaquer à l'université c'est s'attaquer à un lieu de construction d'un savoir critique.

— Aucun-e collègue, au CNRS comme dans des universités, quel que soit son statut, ne doit participer à cette campagne de dénonciation.

— Les libertés académiques et de recherche sont fondamentales et non négociables, pour un ESR émancipateur et débarrassé d'injonctions idéologiques comme économiques d'où qu'elles viennent.

Nous réaffirmons notre opposition aux lois « séparatisme » et « sécurité globale » comme à la LPR.

**La ministre F. Vidal, que l'on connaissait déjà autoritaire et hermétique à la détresse du monde universitaire, a perdu toute légitimité avec ces propos injurieux et menaçants : elle doit partir.**

## Couche-culotte

### Défendons la maternelle

*Un collectif de syndicats enseignants et de quelques associations professionnelles dénonce la réorientation profonde du programme de la maternelle qui cantonnerait notamment les enseignements à un «bachotage» pour préparer les tests en CP. Tribune initialement parue sur Libération le 9 février 2021*



Nous sommes enseignantes et enseignants de l'école maternelle, Atsem, parents d'élèves, chercheur·e·s, militantes et militants de syndicats enseignants, d'associations complémentaires de l'école, de mouvements pédagogiques. Nous faisons vivre l'école maternelle... et pourtant notre expertise n'a pas été jugée digne d'intérêt par le conseil supérieur des programmes (CSP) qui, sur instruction du ministre, propose une réorientation profonde du programme de la maternelle transformant ses missions jusqu'à les réduire à la seule préparation du CP et à ses tests d'entrée. Cette rupture avec l'équilibre trouvé en 2015

autour du triptyque «accueil, éducation, préparation à la scolarité future» dessine le portrait d'une maternelle où l'importation brutale de contenus inspirés d'une certaine vision de l'école élémentaire et recentrés sur les seuls «fondamentaux» ne peut que nuire au bien-être et aux apprentissages des jeunes enfants, en particulier des plus éloignés de la culture scolaire.

Le programme de 2015 avait été plébiscité et approprié par les équipes pédagogiques. Toutes se retrouvent dans le projet d'une école maternelle accueillante, bienveillante, exigeante où la place centrale du langage et le rôle du jeu comme l'une des entrées dans les apprentissages ont été réinstaurés. Une école, soucieuse du développement de l'enfant dans toutes ses dimensions : langagières, cognitives, sociales, affectives, physiques, artistiques... Une école attentive aux progrès et réussites de chaque élève, aux objectifs communs ambitieux, mais avec le respect des différences de rythmes et de développement si prégnantes chez les plus jeunes, sans mise en compétition ni culte de la performance. Cette école est caricaturée et accusée de ne pas préparer suffisamment aux évaluations standardisées d'entrée au CP. Il est vrai que ces tests fondés sur une conception appauvrie de la lecture et des mathématiques, réalisés en format papier-crayon et instaurant des normes arbitraires sans rapport avec le programme en vigueur sont éloignés de ses objectifs actuels et de la richesse des apprentissages menés dans tous les domaines. Une richesse qui a valu à la maternelle la confiance sans faille des familles, bien avant que l'instruction à 3 ans soit rendue obligatoire, cette dernière servant aujourd'hui de prétexte à la révision du programme, alors qu'elle a surtout permis une augmentation du financement public des écoles privées par les collectivités territoriales.

### **Des fondamentaux «étriqués»**

Absence de consultation, volonté de mainmise sur l'école, reprise sans condition du projet ministériel de resserrement de l'école sur les «fondamentaux» étriqués... témoignent que l'élève est perçu comme un perroquet docile. Le service public d'éducation, réduit dans ses missions, ne formerait plus à une citoyenneté éclairée. Cette réorientation aboutirait à des propositions qui confinent à l'absurde : instruire les élèves de 3 ans à l'organisation grammaticale de la phrase ou à la phonologie (relation entre les lettres et les sons)... Comme si le langage pouvait se réduire à l'étude de la langue, avant même que d'être un moyen de communiquer et de penser le monde, comme si la priorité n'était pas de mettre en confiance tous les enfants pour qu'ils et elles osent s'exprimer et s'approprier les pratiques langagières de l'école. De même, sous prétexte que la connaissance des nombres de 1 à 20 est difficile pour beaucoup d'élèves au CP, il faudrait obtenir des élèves de la Grande Section le comptage jusqu'à 100, de 10 en 10... Comme si rapprocher l'obstacle permettait de le franchir plus facilement ! Exercices systématiques de transformation de phrases, cahier de mots, carnet d'expériences scientifiques... comme si reproduire les formes scolaires de l'élémentaire permettait la réussite de toutes et tous, quand la recherche démontre que «faire trop vite, trop tôt» génère l'échec, en particulier des élèves issus des classes populaires !



La mesure systématique de compétences en fin d'école maternelle cantonnerait les enseignements à des séances répétées d'entraînement à des techniques puis à un «bachotage» pour préparer les tests en CP. Comment cette note du conseil supérieur des programmes qui évoque une évaluation standardisée des élèves non seulement en fin de grande section mais également dès 3 ans peut-elle prétendre prendre en compte le bien-être du jeune enfant découvrant l'école ? Les contenus proposés et la performance précoce induite font de la bienveillance une injonction paradoxale intenable pour les personnels enseignants.

De plus, l'idée d'apprendre ensemble disparaît et c'est au contraire un renforcement de l'individualisation qui se profile, renvoyant chaque enfant, chaque élève à lui-même, ses prérequis et son adaptation anticipée à une forme scolaire empruntée à l'école élémentaire. Ainsi, par exemple, le jeu est vidé de sa composante sociale, et est sommé de se mettre au service exclusif d'apprentissages «sérieux». Est-ce ainsi que peut se construire l'école du plaisir et du goût d'apprendre ensemble ?

### **Sous la pression du résultat dès l'entrée en petite section**

Nous refusons fermement cette école qui soumet les plus jeunes enfants et leurs familles à la pression du résultat dès l'entrée en petite section. Quitte à faire assumer au seul apprenant et à sa famille la responsabilité d'une inadaptation à une norme scolaire renforcée et uniformément imposée à toutes et tous, le plus tôt possible. Nous refusons cette école de la perte de sens des savoirs, de la performance précoce à tous crins, qui tourne le dos à la spécificité de l'école maternelle française. C'est en étant soucieuse de faire grandir les enfants qu'elle accueille, en explorant à l'égal tous les champs d'apprentissage, en multipliant les découvertes, les expériences de l'échange, de l'esprit et du corps, en construisant un langage réflexif et des savoirs ambitieux, que l'école maternelle cultivera l'envie d'apprendre et contribuera à une émancipation future. Nous refusons cette école où les équipes enseignantes ne seraient que des exécutantes sommées de «se conformer à des protocoles précis». Enseigner est un métier de conception. L'école maternelle que nous voulons porte une tout autre ambition. Elle suppose un investissement à la hauteur des besoins : des effectifs réduits dans toutes les classes, des locaux et du matériel adaptés pour favoriser accueil et apprentissages, la présence d'une Atsem garantie à temps plein dans chaque classe, la reconstitution des Réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté (Rased) et leur intervention dans toutes les écoles, à des fins de prévention... Cela implique également une formation initiale et continue d'ampleur et de qualité. Seul le maintien du programme de 2015 permet aux équipes pédagogiques de poursuivre en continuité les enseignements au cours des trois années du cycle d'une école maternelle, en préservant son identité.

Nous portons ainsi l'ambition d'une école maternelle œuvrant à former des enfants désireux d'apprendre et de comprendre le monde. Former des citoyennes et citoyens éclairés et critiques, oui, cela commence à l'école maternelle !